

<https://divergences.be/spip.php?article421>



International

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2007 - N° 7 Mai/ May2007 - International - France - Elections - Un vrai programme socialiste, républicain et libertaire -

Date de mise en ligne : lundi 14 mai 2007

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

La France pratique la politique de la chaise vide dans l'UE tant qu'une harmonisation fiscale, sociale, écologique, industrielle, énergétique n'est pas en voie d'élaboration ; elle applique ses propres politiques, notamment toutes celles qui précèdent. Le but est de militer pour une véritable Europe politique, où l'économie néolibérale ne serait pas le fer de lance de la réduction de tout à un marché à la concurrence libre et non faussée et sans protection vis-à-vis de l'extérieur ni sans lutte contre le dumping en tout genre à l'intérieur. Elle ne se retire pas de la zone de libre-échange qu'est l'UE, mais elle applique ses propres règles de protection de son économie et de son nouveau modèle social.

– La France donne son droit de veto au conseil de sécurité de l'ONU à un aréopage de pays du Tiers-Monde ayant consentis à s'associer avec elle ; elle continue de lutter contre l'unilatéralisme anglo-saxon. Elle militera pour la suppression de l'oligopole resté aux USA, à la GB, à la Russie et à la Chine.

– La France met des droits de douane sur tous les produits issus de pays qui négligent l'environnement, les espèces animales et la biodiversité, les droits ancestraux actuellement bio-piratés, le droit social et la protection sanitaire. A ce titre, la France accable, par exemple et de façon non limitative pour les seuls pays développés ou presque, de droits de douane les pays suivants : le Canada (tueries de phoques, de baleines, surpêche de morues, promotion de l'amiante), le Japon (tuerie de baleines et surpêche de thons ... de Méditerranée), les USA (non-respect de l'environnement, absence de droit social) la Grande-Bretagne (dumping fiscal et surtout implication éhontée dans les paradis fiscaux et la finance spéculative sinon mafieuse), la Norvège (chasse aux phoques et aux baleines, surpêche), la Chine (bouffe du chien, ne respecte pas l'environnement, n'a pas de droit social et environnemental, s'empare du bois exotique des forêts tropicales, fait tuer les rhinocéros et les tigres pour leurs « propriétés aphrodisiaques ») la Russie (pas de droit du tout, mafias, Impérialisme en Tchétchénie, non-respect de l'environnement), le Brésil (destruction de la forêt tropicale et affectation des terres à des productions d'éthanol au détriment des cultures alimentaires), l'Indonésie qui détruit sa forêt pour produire de l'huile de palme pour les moteurs, l'Argentine (où les propriétaires de latifundia peuvent tuer les peones sans restriction), l'Irlande spécialiste en dumping fiscal, etc. Ces droits de douane sont remboursés aux seuls pays en développement qui ne cherchent qu'à survivre dans le conteste de compétition introduit par la mondialisation.

– La France prend la tête d'un nouveau mouvement tiers-mondiste ; elle cesse toute collaboration avec les dictatures qu'elle a hélas souvent mises en place (Foccart, Pasqua, Christophe Mitterrand, etc.) ; elle s'engage pour le développement ; elle exige la suppression de la dette des PVD (pays en voie de développement) et PMA (pays les moins avancés) et autres PPTE (pays pauvres très endettés).

– Elle reconvertit son armée en force internationale de coopération (notamment grâce au service civil de ses jeunes diplômés) ; elle vend ses porte-avions, ses avions militaires, ses sous-marins, ses bombinettes etc. (pourquoi pas, par exemple, à l'Iran, pays qui a bien le droit de se défendre contre la menace américaine comme tous les autres et, en outre, on ne voit pas pourquoi Israël serait le seul Etat de la région à disposer du nucléaire ?) pour doter le fonds de développement et de coopération. Ce fonds reçoit aussi les droits de douane qu'elle touche pour limiter le dumping et les exactions en tout genre et se protéger. Il est clair que cette rétrocession n'est pas envisagée pour les pays développés ou les artistes du dumping dans l'UE néolibérale ou les USA. Elle agit pour la suppression des subventions (internes et d'exportation) à l'agro-alimentaire ; en attendant elle dépose les sommes qu'elle reçoit à ce titre dans le fonds de développement. Elle consacre en outre 1,5 % de son PIB à l'aide internationale, loin des trompeurs 0,45 atteints sous Chirac après 0,37 sous Jospin, qui plus est en tenant compte des annulations de dette et de « frais divers », tels les allocations d'études versées aux étudiants venant des PTM, pays du Tiers Monde, ce qui montre l'hypocrisie et la saloperie de nos gouvernants.

– Elle développe son industrie pharmaceutique des génériques ou de ses propres brevets pour les fournir à prix coûtant aux PVD et PMA. Elle interdit les fausses innovations prétendant à de nouveaux brevets par poudre de

perlimpinpin en plus. Elle refuse la brevétisation de produits liés à la biopiraterie.

– Elle milite pour la suppression de tous les paradis fiscaux y compris ceux dont profite plus que de mesure la Grande-Bretagne. De même pour le prétendu secret bancaire.

– Elle fait créer une monnaie internationale de réserve, à l'instar du Proudhon, gagée sur les matières premières, les stocks, les encours pour stabiliser les cours et pour dégager des moyens de crédit non onéreux pour lesdits pays. Elle milite pour la taxe Tobin sur les flux de capitaux spéculatifs.

– Elle renonce aux juteuses ventes d'armes, aux contrats assistés de corruption pour ses fleurons ; M. Dassault (et tutti quanti) n'est plus subventionné. Elle n'intervient plus militairement en Afrique pour protéger des dictateurs et elle ne leur vend plus d'armes. Elle milite pour la suppression des mines antipersonnel et à fragmentation, si usitées, notamment, par Israël et les USA.

– Elle essaie de fédérer les pays Arabes autour d'un projet de résolution du conflit israélo-palestinien. Les lignes dudit projet sont claires : sécurité d'Israël garantie, indemnisation (et non retour) des palestiniens spoliés et chassés (en général par la terreur, comme viennent de le reconnaître certains historiens pourtant israéliens) en 1948, retour aux frontières de 1967, suppression de toutes les colonies en territoire palestinien (avec indemnités de remise en état des terres détruites et spoliées [oliviers, plantations, etc.]) et, donc, de toutes les excroissances indues (mur de séparation qui spolie 18 % des terres pour englober des « colonies » ou des « implantations », routes réservées aux Israéliens, couloirs de circulation réservés aux Israéliens, etc.), souveraineté palestinienne (frontières, espace aérien, eaux territoriales), partage équitable des eaux du Jourdain, notamment par retrait du Golan Syrien. Tant qu'il y a encore occupation des territoires palestiniens, Israël subvient à leurs besoins, comme les stipulent les conventions de Genève, au lieu de leur voler leurs taxes sur leurs exportations et de détruire systématiquement leurs infrastructures économiques. Rappelons que l'apartheid en Afrique du Sud, si honni par les bien-pensants, n'avait pas exclu l'aide aux Bantoustans. De ce point de vue la colonisation israélienne est pire que celle de l'Afrique du Sud ! Et si ça ne suffit pas, avec la liquidation de son armée et de ses stocks militaires, la France fournira aux palestiniens de moyens de se défendre à armes égales (notamment missiles sol-air).